



SOMMAIRE



Deux ans après la révolution hongroise

par GEORGE MIKE

Fisc et pétrole

par J. N. M.

L'Alliance Atlantique sur tous les fronts

L'entrée en vigueur du Traité de Marché Commun

Valeur et avenir de la civilisation occidentale

par LOUIS ROUGIER

Nettoyage à Pragues

par MAURICE LATEY

etc . .

LA CLOCHE DE REDIPUGLIA

Un vieux Maréchal d'Angleterre, les pieds dans ses pantoufles, médite sur son passé; oubliant ses erreurs et, en bon patriote, celles de son pays, il n'oublie par celles des autres et les stigmatise en mots crus.

Mais il fait pire: avec une légèreté dont devaient le défendre son âge et son grade, il rabaisse devant les foules la valeur des soldats qui ne furent pas les siens. Après tant d'années, du fond de son village anglais, les prend-il, tous, pour des joueurs de cricket? Ne sait-il plus que des hommes qui vont chaque jour au-devant de la mort ont droit pour le moins, à notre déférence?

Un humble village italien a, des combattants, un plus haut respect. Chaque soir, du haut de sa tour, une cloche sonne pour les soldats du monde entier, sans distinction d'uniformes, pour ces « caduti » que la langue italienne se refuse à dire morts, pour ceux qui sont « tombés », fauchés dans l'élan de leur sacrifice.

Combattants d'hier ou d'aujourd'hui, vainqueurs ou vaincus, survivants ou reposant à l'ombre de vos croix, vous avez un jour accepté de « tomber » pour les autres: que sont pour vous les paroles des vivants agrippés à leurs puériles et mesquines vanités? Un petit village italien a pensé à vous rendre l'hommage qui vous est dû et qu'une bouche humaine n'est eut-être pas digne de prononcer. Chaque soir, au crépuscule, la cloche de Redipuglia sonne pour vous seuls et, du ciel d'Italie, sa voix passe dans tous les ciels.

A. Gini

MOUVEMENT EUROPEEN

PRESIDENCE D'HONNEUR

Dr. Konrad ADENAUER, M. Léon BLUM (1948-1950), Sir Winston CHURCHILL, Comte R. COUDENHOVE - KALERGI, MM. Alcide de GASPERI (1948-1954), Robert SCHUMAN, Paul-Henri SPAAK.

Président: Robert Schuman

Vice-Présidents: Robert BICHET, Sir Robert BOOTHBY, Hermann PUNDER.

Délégué général à la Propagande: André PHILIP.

Délégué général aux Relations Extérieures: Docteur J.-H. RETINGER.

Trésorier: Baron BOEL.

Secrétaire général: Robert van SCHENDEL.

CONSEIL INTERNATIONAL

Membres: Délégués des Mouvements affiliés, des Conseils Nationaux, des Comités nationaux en exil et des Organisations associées.

BUREAU EXECUTIF INTERNATIONAL

Robert SCHUMAN, Edward BEDDINGTON-BEHRENS, P. R. BENTZ van den BERG, Robert BICHET, Baron BOEL, Georges BOHY, Arthur CALTEUX, René COURTIN, Jean DRAPPIER, Muhlis ETE, E. G. FOCKE, Palmiro FORESI, André FRANCOIS - PONCET, Ernst FRIEDLAENDER, Enrique GIRONELLA, Frode JAKOBSEN, Lord LAYTON, René LHUILLIER, Eduard LUDWIG, Salvador de MADARIAGA, Roger MOTZ, Franco NOBILI, H. R. NORD, Randolfo PACCIARDI, Georges PESMAZOGLU, André PHILIP, Georges REBATTET, Dr. J. H. RETINGER, ETIENNE de la VALLEE POUSSIN, Karl WISTRAND, Terje WOLD, Robert van SCHENDEL.

CONSEIL PARLEMENTAIRE DU MOUVEMENT EUROPEEN

Président Georges BOHY.

Président **COMITE' D'ACTION** André FRANCOIS-PONCET

COMMISSIONS

Présidées par :

Commission économique et Sociale Hermann J. ABS.
 Commission pour la Jeunesse Jean DRAPPIER.
 Commission Culturelle Salvador de MADARIAGA.

MOUVEMENTS AFFILIES

Présidents:

Ligue Européenne de Coopération économique Baron BOEL.
 Mouvement Libéral pour l'Europe Unie Roger MOTZ.
 Mouvement Socialiste pour les États-Unis d'Europe André PHILIP.
 Nouvelles équipes Internationales Auguste De SCHRIJVER.
 Union Européenne des Fédéralistes Enzo GIACCHERO

INSTITUTIONS AUTONOMES

Centre Européen de la Culture (Genève) Denis de ROUEMONT.
 Directeur
 Collège d'Europe (Bruges) H. BRUGMANS, Recteur.
 Commission de l'Europe Centrale et Orientale Étienne de la VALLÉE-POUSSIN, Président.

SECRETARIAT GENERAL

BRUXELLES: 25, rue de Spa, Tel. 18-58-00

SECRETARIAT INTERNATIONAL POUR LA JEUNESSE

Délégué Général André PHILIP.
 Délégué Général des Organisations de Jeunesse affiliées Franco NOBILI.
 Secrétaire Général Philippe DESHORMES.

PARIS: 82, Avenue Marceau. Tél. BALzac 69-05.

LES CONSEILS NATIONAUX: Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, France, Grande Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède, Turquie.

DEUX ANS APRES

LA REVOLUTION HONGROISE

par GEORGE MIKES

En ce second anniversaire de la révolution hongroise, examinons brièvement l'histoire du régime de Kadar. C'est, à sa façon, une histoire qui en vaut la peine. Le régime est, peut-être, le plus haï, le plus méprisé de tous les régimes passés et présents, des pays asservis, y compris celui de Rakosi. Rakosi était un monstre, mais au moins ses capacités et sa force pouvaient inculquer un certain respect. Kadar, en dehors de tous ses autres manques, est un imbécile et pire encore, un tyran faible et terrorisé.

Kadar fut installé au pouvoir par les Russes le 4 novembre 1956. Son premier soin fut d'appeler les forces russes qui avaient déjà, à ce moment, lancé leur attaque. Quelques jours après l'échec de la révolution, le gouvernement de Kadar n'était plus qu'une ombre sans même l'apparence du pouvoir. L'armée russe d'occupation contrôlait la Hongrie et Kadar avait pour tâche de tenter une réconciliation avec le peuple hongrois dévoré d'amertume et puissant encore, et, en premier lieu, avec les « conseils » ouvriers. Tout d'abord, Kadar ne condamna pas la révolution et ses réalisations. Il admit que par le passé on avait commis bien des erreurs; il promit la liberté de la presse, négocia avec les conseils ouvriers et déclara même: «Après le rétablissement du calme et de l'ordre, le gouvernement hongrois entamera des négociations avec le gouvernement soviétique et avec les autres participants au Pacte de Varsovie, pour le retrait des troupes soviétiques de Hongrie». Ainsi Kadar assumait tout d'abord le rôle du champion de la continuation de la révolution, bien qu'avec des moyens différents. Par la suite, il viola ses pro-

messes l'une après l'autre, liguidait les forces de l'opposition une à une et instaura un régime de terreur avec camps de concentration, déportations, police secrète, procès terroristes et déportations en masse.

* * *

Jetons un bref regard sur la liste des engagements violés par Kadar et nous pourrions nous faire une idée du caractère de son régime. (Je parle du régime de Kadar bien qu'en janvier 1958 il ait cessé d'être Premier Ministre et ne soit resté que secrétaire du Parti Communiste).

Les conseils ouvriers furent d'abord tolérés et vers la mi-décembre 1956 ils étaient encore assez puissants pour organiser une grève avec plein succès. Kadar ouvrit avec eux des négociations, les pria de retourner au travail et leur promit un journal. Mais les négociations furent brusquement interrompues et bientôt les conseils ne purent plus agir qu'à l'intérieur des usines, puis finalement ils furent dissous et remplacés par ce qu'on appela les « conseils d'usines », organismes dénués de tout pouvoir et qui servaient exclusivement comme moyen de coercition dans les mains des autorités pour opprimer les travailleurs.

* * *

Dans les premiers temps le régime Kadar chercha au moins à obtenir une certaine amélioration des désastreuses conditions de vie. Il parut que l'oppression politique dût être au moins compensée par des améliorations matérielles. Mais de ceci il n'est plus question, non seulement, mais les salaires ont été graduellement diminués grâce à divers stratagèmes et le niveau de vie ne fait qu'empirer.

Au lieu de négocier le retrait des troupes soviétiques comme il l'avait promis Kadar signa avec l'Union Soviétique un accord selon lequel il convalidait la légitimité de la présence des troupes russes en Hongrie, moyen de « protection » contre les « plans agressifs des impérialistes ».

Bien qu'il eût condamné les excès de la AVH — la terrible police secrète — Kadar reconstitua cet organe de répression et, sous un autre nom, identique en tous points au précédent. Une fois réorganisée la police politique — avec la majeure partie de ses éléments recrutés parmi les ex membres de l'AVH — on lui donna peu à peu à remplir les tâches jusque là confiées aux forces d'occupation soviétiques. Elle peut arrêter, juger et exécuter n'importe quel citoyen hongrois sans accuastions spécifiées. Son existence a été justifiée par un décret qui fait allusion à la « contre-révolution » d'octobre et ordonne que « soit créé au sein de la police, une branche qui aura pour tâche de défendre l'ordre de l'Etat et de combattre les tentatives de trahison... ». Vers la moitié de 1957, 20.000 personnes environ étaient emprisonnées ou détenues dans les camps de concentration, et parmi elles il y avait quantité de vieillards et de malades qui n'avaient absolument rien à voir avec la révolte. Les exécutions étaient alors à l'ordre du jour et vers la mi-juillet 1957 (selon le rapport de la Commission Internationale des Juristes) environ 2.000 personnes avaient été juridiquement assassinées.

* * *

Parmi la longue série des procès, ceux des écrivains et des avocats suscitèrent la plus vive sensation, exception faite naturellement du procès et de

Le Congrès de la "Confindustria", à San Remo

FISC ET PETROLE

Une bonne politique de l'énergie nécessaire en Europe

La Confédération de l'Industrie Italienne a dédié son congrès annuel aux études du Marché Commun Européen et à la possibilité de la création d'une association économique dans le cadre de la O.E.C.E.

La réunion e eu lieu à San Remo les 15-16-17 novembre sous la présidence d'un comité dont faisaient partie MM. Alighiero de Micheli, président de la Confédération, Angelo Costa, président du Comité Economique du même organisme, le sénateur Giuseppe Paratore et le comte Francesco Naselli Feo, MM. Francesco Coppola D'Anna, Les Professeurs Ferdinando Di Fernizio, Giuseppe Parenti et Roberto Tremelloni, avec, pour secrétaire, M. Giuseppe Tardio.

Aux débats ont participé trois rapportateurs: le professeur Ugo Papi, recteur de l'Université de Rome, M. Guido Carli, ancien ministre du Commerce Extérieur et le professeur Aldo Scotto, qui ont traité des problèmes du Marché Commun dans les rapports avec les pays tiers, de l'association économique entre les pays de l'O.E.C.E.

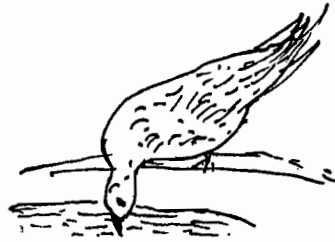
ed enfin, des problèmes fiscaux du Marché Commun en rapport avec cette association.

Presque mille personnes ont pris part au congrès, qui avait pour but de signaler au gouvernement les opinions des industriels, des hommes de science et des économistes, en vue du Marché Commun

D'importantes suggestions ont été formulées par MM. Gian-Carlo Croxatto, Erminio Scialpi, Costanza Costantino, Cesare Vannutelli, Giorgio Lanzillo, E. Dubini, E. Zunarelli, G. Mazzocchi, A. Ukmar, G. Stamatii, Enrico Marchesano, Bresciani Turroni, Angelo Costa.

* * *

Nous nous permettons de ci-



ter quelques idées essentielles du discours de Monsieur Costantino Dragan, Administrateur-Délégué de la Société Butan Gas, vivement applaudi et félicité par les assistants pour l'opportunité et la justesse de ses observations. Avant de commencer sa relation l'orateur affirme que les problèmes qui font l'objet du présent congrès, ont été largement étudiés par le groupe des industriels et économistes européens, souvent réunis à Bruxelles dans le cadre de la Ligue Européenne de Coopération Economique, qui s'honore de la présidence du Baron Boël.

En sa qualité d'industriel privé, opérant sur quatre marchés européens dans le domaine de l'énergie, M. C. Dragan a voulu attirer l'attention sur les charges fiscales excessives dans le secteur des sources d'énergie, sur l'inégalité fiscale vis à vis des différentes sources d'énergie et sur l'inégalité fiscale énergétique dans divers pays.

«L'énergie — a dit l'orateur — doit être considérée comme la plus importante des matières premières. C'est pourquoi il ne

(Suite de la p. 3)

l'exécution de Imre Nagy, Maletier et leurs compagnons, qui en juin 1958 souleva l'indignation du monde entier. C'est là un chapitre à part de cette tragique histoire. Kadar avait personnellement promis un sauf-conduit à Nagy qui n'en fut pas moins arrêté par les Russes aussitôt qu'il eut franchi la porte de l'Ambassade yougoslave de Budapest où il avait trouvé asile. Dans l'été de 1958 Kadar fit une autre promesse solennelle: — cette fois à Gomulka — Nagy ne passerait pas sous procès. Quelques jours plus tard les radios du monde entier annonçaient le procès et l'exécution de Na-

gy. L'une des principales accusations qui lui avaient été faites était d'avoir dénoncé le Traité de Varsovie: une décision prise par le gouvernement Nagy en présence de Kadar et avec son approbation.

* * *

Nombreuses furent encore les promesses de Kadar à propos des élections. En premier lieu il admit ouvertement que les Communistes seraient gravement battus aux urnes. Plus tard, tout en promettant encore de libres élections, il observait: «Notre parti sera assez fort pour tenir ses positions dans cette lutte». Toutefois il n'ordonna jamais les élections et

prolongea de deux ans l'existence de l'actuel Parlement. Dans quelque temps on dressera la liste des candidats de ces élections. Le résultat en est connu à l'avance.

On pourrait discuter de l'orientation politique de Kadar, de son pouvoir, de sa place et de son rôle parmi les dirigeants des satellites russes, et sur l'effet que peut avoir l'existence d'un tel régime sur les relations entre Orient et Occident, ou sur la situation mondiale. Mais ces considérations nous mèneraient loin. Contentons-nous de dire qu'il n'y a pas de régime, fût-ce en Europe Orientale, qui puisse rivaliser avec lui en infamie et en trahison.

faut pas la charger dès le début d'une fiscalité excessive, autrement il sera impossible d'obtenir des prix de production raisonnables. L'énergie représente un des plus importants revenus du bilan national et nous constatons avec surprise qu'en Italie elle est la plus lourdement frappée par le fisc. Le gouvernement s'est acharné surtout contre l'industrie du pétrole, cet élément essentiel de la prospérité et du progrès économique national.

Dans ces conditions il est absolument nécessaire que le gouvernement fasse une révision de sa politique économique, afin de permettre aux produits visés de s'insérer dans l'engrenage des marchés étrangers.

Il est à prévoir que la consommation d'énergie en Amérique sera triplée d'ici vingt ans, tandis qu'en Europe elle aura doublé. La principale source d'énergie capable de satisfaire les nouvelles exigences restera toujours le pétrole. Cette réalité semble être ignorée par notre Gouvernement, puisque nous constatons que toute sa politique est dirigée vers la protection du charbon, dont l'Italie n'est pas productrice. Par contre le pétrole, qu'elle produit, n'est pas pris en considération.

Evidemment — a continué Monsieur C. Dragan — il ne faut pas augmenter les actuelles charges fiscales sur le charbon, mais il faut tenter de réduire les taxes en vigueur sur les produits pétrolifères, surtout les plus pauvres — celles de l'huile combustible par exemple — pour laquelle les impôts de fabrication sont trop élevés. On assiste ainsi à ce non-sens de voir exporter notre pétrole sicilien, de Raguse en Hollande, à cause de l'impossibilité de le consommer en Italie, les taxes sur les huiles combustibles étant trop élevées.

Dans cette situation, une révision de la politique fiscale sur les sources d'énergie s'impose. Voilà une initiative à prendre sans retard.

«Je regrette — a dit Monsieur C. Dragan en conclusion de sa brillante intervention, — que Monsieur le Ministre Medici soit absent, mais je me réjouis de

Mouvements d'union dans les Eglises d'Europe

Une importante conférence réunissant 150 représentants d'Eglises protestantes des pays latins d'Europe a eu lieu à la fin du mois dernier au Collège cénévol de Chambon-sur-Lignon, en Haute Loire. Organisée avec le concours du Conseil Oecuménique des Eglises, elle a notamment permis de faire le point des relations entre protestants et catholiques dans une région du monde où ces relations déterminent largement la liberté religieuse et le climat politique.

A l'exception de la Suisse romande, où le protestantisme est dominant, les Eglises protestantes dans les pays latins sont en minorité. Les conclusions de la conférence n'en sont que plus encourageantes. En effet, malgré le «raidissement» provoqué naguère par la proclamation du dogme de l'Assomption, le désir de dialogue reste entier. Des signes dans l'Eglise de Rome, tels que le renouveau biblique et liturgique ou le mouvement de prière pour l'unité, conduisent à affirmer que nous sommes placés devant une oeuvre du Saint-Esprit qui nous appelle à aller à la rencontre les uns des autres dans une attitude ouverte et remplie d'espérance.

En même temps qu'elle prend conscience de la nécessité de faire rayonner sa foi, l'élite chrétienne souhaite l'union de tous les chrétiens afin de pouvoir lutter plus efficacement dans un monde hostile. Il serait sans doute exagéré de prétendre que la menace grandissante du matérialisme allant de pair avec la déchristianisation des pays européens, ait été l'unique cause du désir croissant d'unité qui se fait sentir dans les Eglises; mais il n'en reste pas moins vrai que la profondeur et l'envergure de cette prise de conscience doivent beaucoup à la virulence des attaques, ouvertes ou voilées, dont le christianisme a été l'objet au cours des dernières décennies. Devant le matérialisme envahissant, les chrétiens ont senti plus intensément l'impérieuse actualité de la parole du Christ: «Qu'il soient un comme nous sommes un». On n'en veut pour preuve que l'étonnante proximité de pensée entre les conclusions du Conseil Oecuménique et les directives pontificales sur les questions sociales.

Le christianisme européen est menacé dans la mesure où il doute de sa capacité à créer un ordre social qui satisfasse à la foi aux exigences de la justice et de la liberté. Peut-être le plus sûr moyen de se ressaisir consiste-t-il pour lui, comme l'a suggéré un participant de la conférence du Chambon-sur-Lignon, à se mettre au service des Eglises d'Asie et d'Afrique, car c'est en prêtant généreusement main forte à ses jeunes soeurs qu'il trouvera peut-être les solutions universelles qu'il doit représenter.

la présence du directeur général du Ministère des Finances, qui peut également faire des suggestions favorable.

Les Ministres passent, mais les directeurs généraux restent», a conclu l'orateur au milieu des applaudissements unanimes.

* * *

La conclusion du congrès de San Remo est donc qu'il est souhaitable de voir s'établir un accord complet entre les chefs d'entreprise italiens vis à vis de l'unité économique et de tout effort tendent à reculer les frontières du Marché Commun Européen.

J. N. M.

LA CONFERENCE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

L'ALLIANCE ATLANTIQUE SUR TOUS LES FRONTS

D'indéniables difficultés retardent l'intégration européenne: la France entrave l'instauration de la zone de libre échange où elle voit un péril à peu près sûr pour le Marché Commun et un péril certain pour son économie; le Général de Gaulle veut instituer une sorte de Quartier Général à trois de l'OTAN: Etats-Unis, Angleterre, France... et les autres Pays d'Europe accueillent ce dessein sans enthousiasme.

* * *

Devant cet état de chose qui n'existe d'ailleurs que parce que les problèmes ont été enfin posés, il n'y a pas lieu semble-t-il de s'alarmer outre mesure. Avant d'entreprendre la réalisation de l'union, l'Europe a beaucoup parlé des difficultés qu'il faudrait affronter. Ces difficultés ont enfin cessé d'être utopiques: nous y sommes plongés, nous les faisons naître, nous les provoquons, et nous osons agiter ces épouvantails que nous nous contentions jusqu'ici d'évoquer. C'est, déjà, un progrès.

* * *

Désordre et manque de coordination, dit-on; en pensant aux institutions communautaires ou internationales; querelles d'intérêt, de prestige; qu'espérait-on? que le tricolore français ou italien, la réaliste Angleterre, la calme Scandinavie et l'Allemagne écartelée se mettent d'un jour à l'autre à chanter en chœur un cantique européen? Ce que nous avons fait n'est pas déjà si mal: faisons confiance au jeu de nos vertus réunies: ténacité de l'anglais Maudling, foi et clarté du français de Gaulle, habileté de la diplomatie italienne, vigueur et patience de l'allemand Adenauer et réalisme du Bénélux.

Le réalisme de P.-H. Spaak

De ce réalisme Paul-Henri Spaak a donné des preuves durant la récente Conférence par-

lementaire de l'Alliance Atlantique, à Paris. Le Secrétaire Général de l'OTAN a d'abord déclaré qu'il approuvait sans réserve l'intervention des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne au Liban et en Jordanie. « Une nation amie n'a-t-elle pas le droit d'invoquer assistance si elle est assujettie à une activité subversive à l'intérieur, et à une pression extérieure? Il faut prendre garde de ne pas faire la sourde oreille à un appel de ce genre ». M. Spaak a précisé qu'avant de procéder aux opérations en Moyen Orient la Grande Bretagne et les Etats-Unis s'étaient consultés au sein de l'OTAN avec les nations amies. Les Etats-Unis agissent de même en ce qui concerne la situation de Formose.

L'Union Soviétique — a continué M. Spaak — n'a pas renoncé à la domination mondiale.. freinée en Europe son avance menace l'Afrique et l'Asie. *Mais s'est une menace sociale et économique plus que militaire à laquelle il faut répondre par une action sur tous les fronts.*

Or, si durant les douze derniers mois l'OTAN a fait de grands progrès au point de vue de la coopération politique, du côté économique le bilan est entièrement négatif.

Le commerce avec les pays sous-développés

M. Spaak envisageant le programme à adopter pour « redimensionner » la politique économique occidentale a souligné alors qu'il faut avant tout l'orienter vers l'assistance aux pays en voie de développement en Asie et en Afrique, où se fait le plus fortement sentir la pression soviétique. « Dans la nouvelle politique économique occidentale — a-t-il précisé — les relations commerciales avec les pays sous-développés devront remplacer les autres ».

Une motion de l'Assemblée Interparlementaire tendant à étendre les pouvoirs de l'OTAN

L'extension des pouvoirs de l'OTAN — qui rentre dans le cadre de ces tentatives opérées un peu dans toutes les directions pour renforcer l'union — et dont on a beaucoup parlé est donc en acte, puisque l'Assemblée Interparlementaire a approuvé récemment une motion sur la « politique économique » de l'OTAN. Cette motion indique toute une série de mesures à prendre pour « affronter la concurrence du bloc soviétique dans la guerre économique qui menace le monde ».

En outre la motion demande que la politique commerciale européenne soit coordonnée selon des principes communs aux pays de l'Alliance Atlantique et souligne l'urgence de reprendre les négociations sur la zone de libre échange. En même temps les parlementaires de l'OTAN du Comité politique de la Conférence ont approuvé un document qui recommande à l'Occident de s'opposer à l'éventuel retrait de l'occupation soviétique de Berlin en faveur du gouvernement fantoche de l'Allemagne de l'Est.

L'OTAN actif dans tous les domaines

L'Italien M. Giuseppe Vedovato a été nommé rapporteur de la nouvelle commission pour les affaires culturelles et l'information. Sur le programme d'activité de la commission, M. Vedovato donnera toutes précisions à la conférence qui aura lieu à Londres en juin prochain. La constitution de cette nouvelle commission élargit le champ d'activité de l'OTAN aux secteurs économiques, sociaux et culturels.

L'ENTREE EN VIGUEUR DU TRAITE DE ROME

Une grande victoire du Marché Commun ?

*Après le naufrage de la Zone de Libre Echange, les "Six",
décident d'étendre les réductions douanières aux 53 Pays du G.A.T.T.*

Le récent échec des négociations pour la création d'une zone de libre échange s'est-il soldé par une victoire?

On sait que le problème posé était particulièrement sérieux.

En effet l'Europe des Six ou petite Europe représente une partie importante et active de notre continent, mais une partie seulement. Or, tandis que l'Europe des «Six» tend vers la communauté, l'Europe des «Dix-Sept» de l'Organisation Européenne de Coopération Economique est figée dans la coopération (Charbon-Acier, Marché Commun, Euratom). Dans le premier cas on coordonne des moyens de production, on respecte les règles d'une discipline commune en matière d'investissements, on se préoccupe d'un développement harmonieux des régions, on a le souci de la promotion des hommes. Dans le second on juxtapose des économies nationales en se préoccupant essentiellement de faciliter les échanges. La querelle — si querelle il y a — d'économique est devenue politique et se traduit par ce dilemme: communauté ou association?

* * *

Les débats de l'OECE — les «Dix-Sept» — qui ont eu lieu ces dernières semaines à Paris, au Château de la Muette, pour la création d'une zone de libre échange, se sont donc soldés par un échec à la suite des résistances françaises. Les Français disaient en effet que la zone

de libre échange aurait eu pour effet de «délayer» la Communauté des Six, dans une aire libre-échangiste plus vaste où non seulement les avantages du Marché Commun risquaient d'être annulés, mais où de graves dangers compromettraient les économies des Six liées entre elles par des accords précis qui leur enlèveraient leur liberté d'action en face des politiques économiques des 11 autres pays de la zone libre-échange.

* * *

Les choses en étaient là, quand le Conseil des Ministres de la Communauté Economique Européenne réuni à Bruxelles dans les premiers jours de décembre s'est mis d'accord, au cours d'une seule séance.

Voici en quoi consiste cet accord:

Détermination d'un maximum de concessions dont pourront bénéficier, s'ils le désirent, tous les pays de l'OECE; mais la décision — a-t-on spécifié — est «unilatérale» de la part des Six et ne prétend en aucun cas ser-

vir de base à la reprise des négociations pour la zone de libre échange. En d'autres termes il ne resterait d'autre alternative, aux Onze, que «prendre ou laisser».

A partir du 1er janvier, les Six ont donc décidé de réduire leurs tarifs douaniers de 10% et ceci également à l'égard de tous les pays tiers avec lesquels l'un d'entre eux aurait des accords commerciaux comprenant la clause du pays le plus favorisé.

La décision concerne donc non seulement les pays de l'OECE mais, en outre, les 53 pays qui font partie du G.A.T.T. (General Agreement on Tariff and Trade) C'est une concession «à titre gracieux» en échange de laquelle les Européens attendent une contrepartie, mais ne la demandent pas. C'est un geste qui démontre leur volonté de favoriser la collaboration économique entre tous les pays d'Occident.

En outre, les Six augmentent à partir du 1er janvier et dans la mesure de 20% le volume total des contingents d'importation actuellement accordés par chacun d'eux à chaque autre Etat de l'OECE. Toutefois 10% seulement seront nécessairement accordés, et sans contrepartie, sur chaque continent, aussi bien dans le secteur industriel qu'agricole. Les 10% restants feront l'objet d'accords bilatéraux basé sur le principe de réciprocité.



A ROME
Entretiens Hallstein
FANFANI

Dans le cadre de son programme de politique européenne M. Amintore Fanfani, président du conseil italien s'est rencontré le 20 novembre avec M. Hallstein, président de la Commission Economique Européenne qui a entrepris dans la seconde quinzaine de novembre une tournée des capitales des Six pour tenter de relancer les négociations sur la zone de libre échange.

Au cours des conversations qui ont eu lieu à Villa Madama entre les parlementaires italiens et les représentants de la CEE, on a souligné la nécessité d'instaurer un régime provisoire d'entente entre les Six du Marché Commun et les Onze de l'OECE en attendant des accords plus complets.

Après l'exposé du professeur Hallstein, M. Fanfani a résumé l'attitude et l'opinion du gouvernement italien comme suit:

1) Suite aux difficultés survenues récemment, l'Italie confirme son orientation favorable à la constitution d'une association économique européenne entre les Pays du MEC et les Onze de l'OECE.

2) Ayant enregistré les difficultés qui s'opposent à la constitution d'une association économique européenne avant le 1er janvier 1959 l'Italie est favorable à l'élaboration d'une solution provisoire susceptible de résoudre temporairement la situation entre les Six et les Onze.

3) L'Italie souhaite que M. Hallstein continue à nouer des contacts avec les gouvernements des Six en vue d'atteindre le résultat susdit.

4) Une fois élaborée la solution provisoire l'Italie souhaite qu'elle soit présentée aux autres pays par l'intermédiaire de la commission du MEC qui, en outre, pourrait promouvoir la constitution d'une association économique.

L'ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE
EUROPEENNE
ELUE AU SUFFRAGE UNIVERSEL ?

On se rappellera que c'est sur l'initiative italienne que fut en son temps insérée dans les Conventions annexées au Traité de Rome une recommandation pour l'étude d'une procédure uniforme dans tous les Etats membres, pour l'élection des membres de l'Assemblée Parlementaire Européenne afin qu'elle devint un vrai Parlement Européen.

L'Assemblée, on le sait, est unique, aussi bien pour la CEE-CA que pour le MEC et l'Euratom. Conformément à l'art. 137 de la C.E.E. et à l'art. 107 de l'Euratom elle est composée de «représentants des peuples» des Etats membres et exerce des pouvoirs de délibération et de contrôle qui lui sont attribués par les trois Traités. Elle comprend au total 142 membres, 36 pour l'Allemagne, l'Italie et la France, 14 pour la Belgique et la Hollande, 6 pour le Luxembourg.

* * *

Or, le système de représentation jusqu'ici adopté a montré ses carences: on choisissait en effet des parlementaires

membres des assemblées nationales, et comme chacun des Etats associés à ses propres exigences intérieures, les députés se trouvaient souvent pratiquement dans l'impossibilité de cumuler les deux mandats.

On avait déjà chargé une commission présidée par le belge Fernand Dehousse d'élaborer un projet d'élection. Mais récemment le Président du Conseil italien M. Amintore Fanfani — qui a précisé dès le mois de juillet dernier qu'un des points principaux de son programme était l'intégration économique et politique de l'Europe — a envoyé à la fin de septembre dernier, aux gouvernements des cinq autres pays membres de la Communauté une lettre où il propose l'élection des membres de l'Assemblée Européenne au suffrage universel direct.

Ce grand pas en avant vers l'intégration politique a été accueilli favorablement par les gouvernements des cinq autres pays, et dans la première quinzaine de novembre les premières adhésions sont parvenues au Palais Chigi.

SELON LA FAO...

REPERCUSSION DU M.C.E. SUR
L'ECONOMIE AGRICOLE MONDIALE

Les délégués à la 29ème session du Conseil de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture) ont exprimé leurs préoccupations, et également leurs espoirs, devant les répercussions possibles du Marché Commun Européen sur l'économie agricole mondiale.

Plusieurs délégués ont exprimé la crainte que la formation de la Communauté Economique Européenne ne réduise ses im-

portations agricoles en provenance d'autres zones. Ils se sont inquiétés particulièrement de la possibilité d'un renforcement des obstacles aux échanges internationaux et des mesures destinées à protéger les producteurs des pays de la Communauté, ainsi que du fait que le traitement préférentiel accordé aux territoires associés d'Outre-Mer pourrait provoquer une modification des courants commerciaux en faveur de ces



(Dessin de Dragulescu)

territoires. Certains délégués ont souligné que les résultats bons ou mauvais que le reste du monde pouvait attendre de la création de la Communauté dépendrait en fait de son orientation vers une économie ouverte ou vers une économie fermée.

Les délégués des pays de la Communauté qui ont ensuite pris la parole ont assuré le Conseil que les craintes exprimées par certains de ses membres s'avéreraient sans fondement. Le délégué de la France, notamment, a souligné que le but de la Communauté Européenne était d'accroître la prospérité des six pays membres, et que ce renouveau de prospérité que l'on était en droit d'attendre se traduirait normalement par un accroissement de la demande créant ainsi un marché élargi pour tous les pays exportateurs. Contrairement aux inquiétudes actuelles la Communauté deviendrait un élément de stabilité du marché mondial. « On doit souhaiter, a-t-il dit, qu'une intégration analogue à celle de la Communauté se réalise un jour à l'échelon mondial. En attendant, j'ai confiance qu'elle pourra servir d'exemple de ce que peut réaliser la coopération internationale mise en oeuvre par les hommes et pour les hommes ».

Examinant ensuite le rapport

Un nouveau Directeur politique au Conseil de l'Europe

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe vient de nommer en remplacement de M. Ruggero Farace, Directeur politique du Secrétariat Général, M. Pierre Maillard, qui était récemment Chef de service à la Direction des Affaires politiques du Ministère français des Affaires étrangères.

M. Pierre Maillard, licencié en droit, licencié en lettres, ancien élève de l'École Normale supérieure, Agrégé de l'Université, est né en 1916. Il est entré dans la carrière diplomatique française en 1942. Il a exercé ses fonctions au Ministère des Affaires étrangères et a fait partie des missions de son Gouvernement notamment à Berne, Londres et Vienne.

du Comité des Produits, qui désigne les politiques nationales de soutien des prix agricoles comme le noeud du problème chronique des excédents, le Conseil s'est fait l'écho de ses conclusions en estimant qu'en effet l'harmonisation de ces politiques constituerait le plus important progrès à accomplir en vue de la solution du problème. Il a souligné la nécessité d'intensifier les efforts dans ce sens, soulignant en même temps que la FAO et ses organes spécialisés, notamment son sous-comité sur l'écoulement des excédents, constituait un

centre efficace et de plus en plus largement utilisé pour les consultations intergouvernementales sur les différents aspects du problème des excédents. Le Conseil a pressé la FAO de poursuivre ses études visant à la formulation de principes généraux qui pourraient gouverner les politiques nationales de soutien des prix agricoles et qui pourraient constituer les bases d'un véritable code en la matière, internationalement acceptable par tous. Une conférence internationale sur le sujet est prévue à Rome pour le printemps prochain.

Valeur et avenir de la

Il n'y a pas de question, plus discutée aujourd'hui que celle de la valeur de la civilisation occidentale, de sa signification profonde, de ses chances de survie et d'avenir face aux périls qui la menacent. Est-elle « une catégorie historique », un simple moment de l'évolution des sociétés humaines appelé, tôt ou tard, à s'abîmer dans le gouffre de l'histoire dont a parlé Valéry? Intègre-t-elle, au contraire, des valeurs impérissables, permanentes, dont aucune société ne saurait se départir, qui se veut humaine et progressive? Les critiques qui l'assaillent sont-elles l'effet passager du nationalisme exaspéré des peuples sous-développés, impatientes de s'affranchir de sa tutelle et de son exemple; ou, formulées par ses membres les plus évolués, s'agit-il de la mise en accusation de l'homme révolté de Camus? Voilà les problèmes dont on a discuté et discutera encore en maintes rencontres et conférences internationales.

Esprit d'Occident, esprit de défi

A qui suit ces colloques, il apparaît que les divergences d'opinion qui s'y affirment sont dues à ce qu'on omet de s'expliquer sur cette question préalable: en quoi consiste le génie spécifique de la civilisation occidentale qui la distingue de toute autre?

On a dit que la civilisation occidentale est une civilisation de dialogue. Mais, depuis que l'humanité a émergé de l'animalité primitive, on dialogue dans toutes les langues et sous toutes les latitudes de la terre. Pour ma part, je n'hésiterai pas à la définir, en disant que c'est une civilisation de défi.

En présence des dangers, de quelque nature qu'ils soient, climatique, démographique, économique, politique, militaire, idéologique, qui menacent la vie d'une collectivité humaine, les réactions peuvent être très différentes.

Il y a des sociétés qui subissent passivement l'impact des événements sans chercher à réagir: tel fut en général le cas des peuples sous-développés. Il y a des sociétés qui, à travers les aléas de leur histoire, ont cherché à perpétuer un *statu quo*, sans tenter des solutions originales pour affronter des situations nouvelles: l'Empire Céleste, avec sa morale millénaire reposant sur l'ordre du monde, modèle de l'ordre social, offrit pendant des siècles l'image d'un semblable immobilisme. Il y a des civilisations caractérisées par une fuite devant le réel, par l'évasion mystique fondée sur le détachement des biens de ce monde, l'illusion

Un de nos plus éminents collaborateurs nous autoriser à reproduire des extraits d'un ouvrage intitulé *Deux Mondes sur un sujet qui intéresse au présent et avenir de la civilisation occidentale*. Nous ne manquons pas d'espace nous interdisant la reproduction ici une première partie, et qui nous intéresse dans la civilisation occidentale, « civilisation de défi ». Elle prend à son compte aucune fatalité naturelle, l'injustice du moment qu'elle est redressable. Les problèmes posés ont un sens... »

de l'individualité, l'effort pour échapper par le nirvana à la roue des renaissances en vue de se résorber dans le grand Tout: telles furent les civilisations de l'Inde. Ce qui caractérise la civilisation occidentale, c'est qu'elle ne s'est jamais dérobée aux défis qui la menaçaient. Elle les a relevés et s'est efforcée de les surmonter.

Améliorer la condition humaine...

Tonybee prétend qu'il y a toujours un mythe fondamental qui préside à la genèse d'une civilisation. Ce mythe, pour celle qui nous occupe, n'est pas difficile à découvrir: c'est le mythe de Prométhée (...)

Le mythe de Prométhée, c'est la préfiguration de l'esprit de l'Occident. C'est l'esprit de révolte contre les interdits des dieux jaloux, qui symbolisent les craintes de l'humanité primitive en présence des forces aveugles de la nature qui la dominent et qui l'effrayent. C'est l'esprit de curiosité et d'aventure qui pousse Ulysse vers des horizons inconnus, lui fait affronter les périls de la mer, les ruses de Poseïdon, et surmonter les dangers qui l'assaillent à force d'intelligence et de courage. C'est le culte du travail et de l'effort qui incite Hercule à purger la terre de ses tyrans, de ses brigands et de ses monstres, à dompter les fleuves, à assainir les vallées, à percer les montagnes, à ouvrir des isthmes, à pacifier et à civiliser la nature. C'est la soif de connaître qui précipite Pline l'Ancien sur le Vésuve en éruption, quitte à perdre la vie. C'est l'esprit critique qui s'élève contre la superstition, cet esprit que célèbre Lucrèce en faisant l'éloge d'Epicure: « Alors que l'humanité traînait sur la terre une vie abjecte, écrasée sous le poids d'une religion dont le visage terrifiant menaçait les mortels du haut des régions célestes, un homme, un Grec, le pre-

ROUGIER

civilisation occidentale

Le professeur Louis Rougier, a bien voulu m'offrir l'article qu'il a publié dans la Revue des Deux Mondes, sous le titre « Valeur de la civilisation occidentale ». J'en remercie vivement et déplorons que la censure ait fait une coupe intégrale de cet essai dont nous puissions profiter à l'optimisme en nous rappelant que Rougier a toujours combattu avec courage et que le moment qu'elle est évitable, aucune mesure ne peut être prise. Ignorabimus du moment que les

mier, osa lever ses yeux mortels et se dresser contre elle », en libérant les humains des vaines terreurs de l'Achéron et du Tartare.

En bref, la civilisation occidentale est la résultante d'une mentalité. Cette mentalité consiste à ne pas prendre son parti des misères de la condition humaine, à chercher à l'améliorer par un effort incessant, à changer l'ordre des choses, plutôt que de le subir, de façon à l'adapter à nos exigences et à nos rêves.

... n'obéir qu'aux lois qu'on a soi-même votées ...

Cette mentalité a existé bien avant les Grecs; mais c'est chez les Grecs, qu'elle a pris pour la première fois conscience d'elle-même. L'apport des Grecs à la civilisation occidentale consiste à avoir donné un contenu au mot raison.

A la différence de l'Oriental qui s'incline sans discuter devant les commandements des dieux et les diktats des rois, le Grec cherche à comprendre le monde où il vit par la force du raisonnement et à n'obéir qu'aux lois qu'il a lui-même votées, après en avoir délibéré (...)

Les Grecs étaient fort conscients de leur apport à la civilisation. Personne ne l'a peut-être mieux exprimé que l'empereur Julien dans le bilan de l'hellénisme qu'il adresse en antithèse avec celui des Orientaux.

« Dieu nous a révélé les principes de la science et de la philosophie. La connaissance des phénomènes célestes a été perfectionnée par les Grecs à la suite des premières observations faites par les Barbares à Babylone. La géométrie, née de la géodésie en Egypte, a fait les immenses progrès que nous voyons. Ce sont encore les Grecs qui ont élevé l'arithmétique, inventée par les marchands phéniciens, à la dignité de la science. Les Grecs, enfin,

unissant ces trois disciplines en une seule, appliquent la géométrie à l'astronomie, combinent l'arithmétique avec ces deux-ci et révèlent les rapports harmonieux qu'elles soutiennent mutuellement ».

La révolution que les Grecs opèrent dans les sciences et les arts, ils la réalisent dans les rapports sociaux. La démocratie athénienne est le résultat du rationalisme grec, au même titre que la géométrie déductive. La démocratie se définit par le gouvernement de la loi par opposition au gouvernement des hommes. Parce qu'ils vivent sous le règne de la loi, les Athéniens se déclarent des hommes libres. A la différence des Perses, des Barbares, qui vivent sous la férule du Grand Roi, ils ne sont pas soumis à la volonté discrétionnaire d'un despote, au caprice d'un tyran, à l'arbitraire des féodaux. Les lois de Solon ont assuré aux Athéniens, pour toute la durée de leur histoire, la liberté civile, en interdisant la prise de corps des débiteurs insolvables; les lois de Périclès ont assuré l'égalité politique, en instituant le paiement des fonctions publiques, qui les rend accessibles à tout les citoyens même les plus humbles, à la seule exception de celle de stratège. Dans le respect des lois, chacun est libre de vivre à sa guise, de mener ses propres affaires comme il l'entend. C'est là une des grandes innovations dans l'histoire des sociétés humaines. Et, parce qu'il est devenu un citoyen, le Grec est devenu un patriote, à la différence des hordes de mercenaires qu'un despote asiatique fait avancer à coups de fouet. De là, la clameur des marins de Salamine dans les Perses d'Eschyle: « O fils de la Grèce, allez, délivrez votre patrie, délivrez vos fils, vos femmes, vos temples et les tombeaux de vos ancêtres ». Le Grec combat volontairement, parce qu'il combat *pro aris et focis*. (...)

... administrer l'Univers comme une seule famille

Ce que la Grèce a conçu à l'échelle de la Cité-Etat, Rome, fidèle à sa vocation d'administrer les peuples par le droit et de les pacifier, l'a étendu aux dimensions de son Empire, *Urbi et Orbi*.

Si la cité de Romulus a su construire un Empire stable, étendant sur le monde l'immense majesté de la paix romaine, c'est que Rome, après la conquête, sut traiter les peuples asservis en associés en alliés, en amis,

accordant progressivement le droit de cité aux populations du Latium, à celles de l'Italie, puis aux provinces. Au droit des étrangers, au droit latin, s'est substitué partout le droit romain. A l'exploitation des provinces en vertu du droit de conquête, a succédé leur sauvegarde, en vertu du droit des gens qui, sous les Antonins, tend à se confondre avec le droit naturel. En comblant, par l'édit de Caracalla, l'abîme juridique qui séparait citoyens et pègrins, Romains et Provinciaux, vainqueurs et vaincus, Rome a créé, l'idée d'une Cosmopolis universelle. « Avec vous, déclare Aelius Aristide dans son *Panégryque de Marc-Aurèle*, tout est ouvert à tous. Etre romain, ce n'est plus être d'une certaine ville, mais de toute une famille. Vous avez constitué l'administration de l'Univers, comme celle d'une seule famille ». A partir du début du second siècle, l'Empire n'est plus qu'une fédération de cités jouissant toutes du même droit, groupées autour de la plus puissante d'entre elles, Rome, tutrice et législatrice de l'Univers. Lucain célèbre en vers sublimes l'homme qui ne se croit pas né pour lui seul, mais pour le genre humain, Rome, nourricière des lois, dit le droit et crée le citoyen du monde.

La science grecque arrêtée par l'éthique sociale ...

Il semblait que le génie grec eût inauguré, dans le cadre institutionnel créé par l'Empire romain, une voie susceptible d'être indéfiniment poursuivie. Il en eût bien été ainsi, n'eussent été certains handicaps internes joints à certains événements extérieurs qui vinrent freiner, puis arrêter, après quatre siècles d'un prodigieux épanouissement, l'essor de la science grecque.

Le plus important est d'origine sociale. Les sociétés antiques furent des sociétés esclavagistes. Les philosophes grecs, Platon et Aristote, considéraient qu'il y avait des esclaves par nature. Il en résulta que les Grecs confèrent à la science une valeur purement théorique et spéculative, négligeant ses applications pratiques, que le travail servile rendait superflues, comme indignes, d'un homme libre. « Les arts mécaniques sont décriés à juste titre, écrit Xénophon. Ils minent le corps de ceux qui les exercent, et quand les corps perdent leur vigueur, les âmes perdent bientôt leur énergie ». Après avoir rappelé dans le *Gorgias* l'importance des services rendus par l'ingénieur, surtout dans l'art militaire, Platon ajoute: « Pourtant, tu le méprises lui et son art, tu ne l'appelleras "ingénieur" qu'en manière d'injure, et tu ne voudrais, ni donner ton fils à sa fille, ni épouser toi-même la sienne ». Dans maintes cités grecques la qualité de citoyen était incompatible avec l'exercice d'une profession manuelle, comme le recommande, du reste, Platon dans la *République*: « Entre l'exercice d'une profession mécanique et le devoir des citoyens, il y a incompatibilité radicale... »

Aristote ironisait, lorsqu'il écrivait: « L'esclavage disparaîtra lorsque la navette marchera seule ». L'histoire enseignera que c'est parce que l'esclavage disparut que le métier mécanique à tisser fut inventé. Le génie a créé l'*homo sapiens* qui invente la science démonstrative et organise rationnellement la Cité. Il n'a pas été capable de créer l'*homo faber* qui, par les arts mécaniques, domestique les forces de la nature au service de l'homme. Pour ce faire, il faudra qu'un révolution morale et sociale se produise qui abolisse l'esclavage et réhabilite le travail manuel et les arts mécaniques. Cette révolution, c'est le christianisme qui va l'accomplir.

... et relancée vers les techniques par le christianisme

Le christianisme primitif apparut d'abord aux gréco-romains comme une de ces religions de salut orientales que les conquêtes d'Alexandre déversèrent sur l'Occident méditerranéen. A la recherche désintéressée du vrai, à la contemplation de l'harmonie du monde, à la science se substitue la *gnose*, la révélation de mystères transcendants à la raison humaine, comme le mystère de la Croix prêché par saint Paul, caché à la sagesse des sages, car « la sagesse de ce monde est folie auprès de Dieu ». Toute la hiérarchie des valeurs gréco-latines en fut bouleversée. Mieux vaut la foi que le savoir, mieux vaut la charité que la justice. « Qu'y a-t-il de commun, s'écrie Tertullien, entre Athènes et Jérusalem, entre l'Académie et l'Eglise? Pour nous, nous n'avons pas besoin de curiosité après Jésus-Christ, ni de recherche après l'Evangile », ce qui faisait dire à Julien l'Apostat: « *Le croyez seulement, c'est là votre sagesse. Votre lot, c'est l'ignorance et la rusticité* ».

Tout le legs de l'Hellénisme, tout l'esprit prométhéen qui l'animait eussent risqué d'être perdu avec le triomphe du christianisme, si une apologétique accommodée à l'esprit grec, développée dans la première moitié du III^e siècle par les Pères de l'Eglise d'Alexandrie, n'avait permis de sauver en partie la science et la littérature séculières des Anciens, en faisant une « préparation évangélique ». Selon Clément et Origène, les philosophes de la Grèce ont joué auprès des Gentils le même rôle que les prophètes juifs auprès du peuple élu. A côté de « la preuve hébraïque » par les prophéties et les miracles, il y a « la démonstration hellénique » par la dialectique: c'est là l'origine de la philosophie et de la théologie spéculative du christianisme qui cesse d'être une simple catéchèse. Au IV^e siècle, les Capadociens, en particulier saint Basile, proclament que, non seulement la science et la philosophie, mais aussi les lettres profanes des Grecs et des Romains doivent servir à l'instruction des fidèles: c'est l'origine de l'humanisme chrétien, tel qu'on l'enseignera dans les écoles cathédrales et épiscopales, puis dans

les collèges et les Universités du Moyen Age.

Mais le christianisme ne sert pas seulement de véhicule à la culture antique, après l'effroyable désastre des grandes invasions, parmi les royaumes barbares de la *Romania*. Il apporte des valeurs nouvelles qui vont modeler les traits caractéristiques de la civilisation occidentale.

Les sociétés antiques furent des sociétés aristocratiques qui reposaient sur la croyance en la diversité d'origine des familles humaines. Il y avait les descendants des dieux et des héros, d'où venait leur droit de commander: les Héraclides se disaient descendants d'Hercule; Alexandre se prétendait fils d'Apollon; César, descendant de Vénus; Marc-Antoine, incarnation de Dionysos. Il y avait les simples mortels, d'où venait leur devoir d'obéir. Il y avait les esclaves par nature qu'Aristote classait comme des outils vivants. Le christianisme, en proclamant que tous les hommes proviennent du même couple originel, qu'ils sont tous enfants de Dieu, pareillement rachetés par les mérites de la passion du Christ, également frères et respectables, fonde la croyance en l'égalité de dignité de tous les hommes, quelle que soit leur condition.

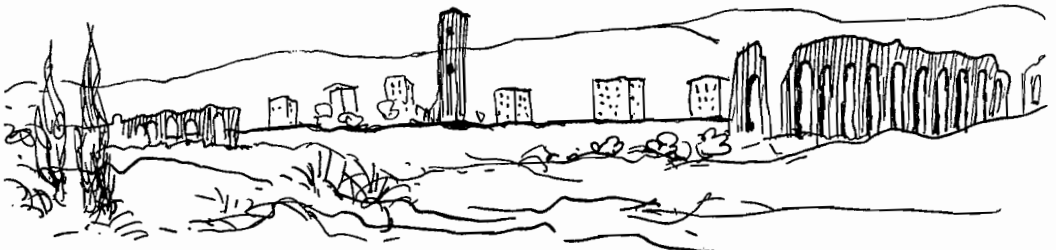
Cette égale dignité des hommes entraîna la réhabilitation du travail manuel: Jésus n'était-il pas charpentier; saint Paul, fabricant de tentes? Tout au long du Moyen Age, le travail manuel et artisanal fut glorifié à l'égal de toute autre fonction publique. Groupés en guildes, en confréries de liberté, en fraternités, les artisans ont le respect de l'ouvrage «bon et honnête», du travail bien fait, de l'œuvre d'art. Chaque corporation participe à l'édification d'un monument collectif: la cathédrale qui est la Bible lapidaire des foules; la maison commune qui raconte dans la pierre, la brique, le bronze, les fastes de la Cité.

Cette glorification du travail artisanal amena de très utiles inventions: le parchemin, le papier, les moulins à vent et à eau, les forges hydrauliques, le métier à tisser, la fabrication des lentilles, le collier d'épaules, le gouvernail d'étambot, les horloges astronomiques, la poudre, la boussole, l'imprimerie, la peinture à

l'huile, la gravure. Mais ces inventions furent dues surtout à l'empirisme. Elle ne se présentent pas comme le résultat de la science appliquée.

Il en fut autrement avec la Renaissance. Au contact des œuvres de l'Antiquité retrouvées, «le désir insatiable de savoir caché au cœur de l'homme» se réveilla avec la joie de vivre qui faisait dire à Marot «le monde rit au monde». Mais, la science n'est plus considérée comme une pure spéculation de l'esprit, à la façon des Anciens, ni comme un simple divertissement d'homme de loisir ainsi qu'elle le sera pour les mondains. On lui demande d'être utile et pratique, de promouvoir les arts mécaniques, en vue de soulager la peine des hommes et d'améliorer leur condition. Les grands savants de la Renaissance, Léonard de Vinci, Tartaglia, Agricola, Galilée sont des ingénieurs autant que des savants purs. Bernard Palissy fait dialoguer «Pratique» dans ses *Discours admirables*. Leone Alberti fait l'éloge de la Technique qui transforme, pour notre commodité, le visage de la terre. Jérôme Cardan, au grand scandale d'un humaniste tel que Scaliger, classe Archimède, en raison de ses inventions mécaniques, bien au-dessus d'Aristote, dont le chancelier Bacon souhaiterait voir brûler tous les livres, «parce que Aristote a été incapable de produire des œuvres qui servissent au bien-être de l'homme». «Ce n'est proprement valoir rien que de n'être utile à personne» proclame Descartes. A «cette philosophie spéculative qu'on enseigne dans les écoles», le *Discours de la Méthode* oppose «une pratique, par laquelle, connaissant la force et l'action du feu, de l'eau, de l'air, des astres, des dieux et de tous les autres corps qui nous environnent, aussi distinctement que nous connaissons les divers métiers de nos artisans, nous les pourrions employer en même façon à tous les usages auxquels ils sont propres, et ainsi nous rendre comme maîtres et possesseurs de la nature». C'est l'idée du Chancelier Bacon: on commande à la nature en obéissant à ses lois, Il ne suffit plus de connaître le monde; il convient de le changer.

(A suivre)



(Dessin de Dragutesco)

NETTOYAGE A PRAGUES

par MAURICE LATEY

Le grand problème de tout régime révolutionnaire est de maintenir la dynamique révolutionnaire alors que le système s'est stabilisé dans la routine bureaucratique. Comment pousser les administrateurs, les experts et les ouvriers à accomplir des efforts particuliers et à prendre des initiatives spéciales tandis que les dirigeants du Parti communiste gardent un contrôle rigoureux de la situation? A cette question la doctrine marxiste-léniniste répond: « à travers un mécanisme social qui permet de changer les hommes et de les pousser à agir sur la base de mobiles entièrement différents de ceux qui les ont inspirés pendant des milliers d'années ».

D'où l'importance que les régimes communistes attribuent à la réorganisation administrative, à la création de nouveaux ministères ou à la destruction des vieux, à la centralisation ou décentralisation.

Le slogan actuel de Khrouchtchev est « décentralisation » — non dans les sens titiniste ou syndicaliste, c'est-à-dire en intensifiant les pouvoirs de la démocratie ouvrière ou des entreprises locales quant à la gestion de leurs propres affaires. La décentralisation de Khrouchtchev comporte plutôt la démolition des grands ministères, en ne laissant que le parti communiste, seule grande organisation centralisée dotée de pouvoirs sur toutes choses. Autrement dit il s'agit de se débarrasser de toute cette végétation bureaucratique qui menaçait d'assumer une vie propre et qui pouvait un jour menacer le contrôle absolu du Parti.

L'an dernier ce nettoyage a été exécuté avec rapidité en Union Soviétique. Il a été également effectué — quoique dans

des circonstances bien différentes — en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie. Celle-ci est le « satellite » modèle car elle avait une économie industrielle très développée avant que les communistes ne s'emparent du pouvoir.

Lec fonctionnaires de l'Etat, les employés des entreprises privées et les experts de l'industrie capitaliste épurés furent transférés dans les ministères communistes et les industries nationalisées. On parvint ainsi à maintenir l'efficacité productive et la Tchécoslovaquie devint l'un des plus précieux instruments de la politique soviétique qui put grâce à elle fournir des produits industriels et des armements à l'Egypte, à la Syrie ou à tous ceux qui pouvaient devenir utiles aux fins soviétiques.

Mais ce n'est pas tout. Pour être le satellite modèle, la Tchécoslovaquie devait aussi imiter la réorganisation de Krouchtchev. D'ailleurs, ces administrateurs, ces experts légués par le régime bourgeois donnaient un personnel efficient, mais était-il politiquement sûr? Aussi les ministères affectés à la production ont-ils été réduits, à Prague, de 50%; environ 36.000 fonctionnaires ont été transférés (et par la suite 100 mille autres) dans d'autres régions du Pays. Les plus heureux — ceux qui ont la confiance politique du Parti — ont eu des postes administratifs ailleurs. Toutefois ceux-là mêmes, à en croire *Rude Pravo*, sont mécontents « car leurs enfants vont à l'école à Prague, ou parce qu'ils craignent que leurs capacités ne soient pas employées à bon escient, ou parce qu'il n'y a pas de vie culturelle en province ». En réalité, ils se sont trouvés en face de réelles difficultés car les logements sont

rare et les familles ont dû être divisées. Ceux qui furent transférés l'ont été d'office et n'ont pas eu la possibilité de choisir leur nouveau poste: ils durent accepter ce qui leur était offert ou se trouver un travail manuel dans les zones que la main d'œuvre qualifiée cherche à éviter. Ceux qui ne sont pas politiquement sûrs ont dû évidemment se résigner à ce destin. Comme le fait remarquer *Rude Pravo*: « ...il existe encore en certains endroits cette idée erronée qu'un bon fonctionnaire capable de travailler dans un ministère, n'est qu'un homme avec un diplôme en poche et un titre académique... Les qualifications techniques ne peuvent pas être isolées des qualifications politiques. Une telle interprétation des capacités techniques ne conduit qu'à un affaiblissement des considérations regardant la classe politique des personnes aux différents postes. En conséquence des milliers d'employés devront remplir le formulaire où il leur est demandé quelle était leur opinion politique avant 1939, qui étaient leurs grands-parents, quels amis, quelles personnes de leurs familles vivent à l'étranger ».

Le transfert de ces dizaines de milliers de personnes devait être achevé dans le courant de juin dernier. Il a pu servir à faire affluer un plus grand nombre de travailleurs vers les bassins charbonniers et les zones de frontière. En tout cas il servira sûrement, comme l'a dit le Premier tchécoslovaque, M. Siroky, à mettre aux mains des communistes un instrument efficace. Tous avantages qui compensent amplement les difficultés et les souffrances qu'auront à affronter quelques milliers d'hommes qui ne pensaient pas suffisamment communiste...

LA 29^{ème} SESSION DE LA F.A.O.

Déséquilibre entre les prix des produits agricoles et industriels

La 29^{ème} session du Conseil de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) s'est déroulée à Rome, au siège de l'Organisation, du 27 octobre au 7 novembre. Rappelons que le conseil constitue l'organe exécutif de la FAO durant l'interval-
le des sessions de la Conférence qui réunit tous les 2 ans l'ensemble des pays membres de l'Organisation dont-elle est l'organe souverain.

La situation précaire de l'économie agricole mondiale et les difficultés que rencontrent les pays sous développés dans leurs efforts pour rattraper leur retard par rapport au reste du monde ont particulièrement préoccupé les membres du conseil au cours de leurs travaux.

Pour la première fois depuis la fin de la guerre le rythme d'accroissement de la production agricole mondiale a cessé de progresser en 1957-58 et même diminué légèrement sur la campagne précédente. Bien que ce temps d'arrêt semble ne devoir être que temporaire, et bien que la production agricole dans les régions sous développées ait continué de progresser plus vite que la population et à un rythme plus rapide que dans les régions plus avancées, il n'empêche que la production par habitant en Amérique Latine et en Extrême-Orient est aujourd'hui encore inférieure à son niveau d'avant guerre. Par contre les perspectives d'une bien meilleure campagne en 1958-59 se traduiront vraisemblablement dans les régions plus avancées pas un accroissement considérable des stocks excédentaires, notamment de céréales. Ce problème désormais chronique des excédents pèse lourdement sur l'ensemble de l'économie mondiale et peut

être considéré comme une des causes profondes du ralentissement de l'expansion de l'agriculture.

La détérioration des termes de l'échange des produits agricoles sur les marchés mondiaux est une des caractéristiques les plus inquiétantes de la situation. On ne discerne pas pour le moment de signe de renversement de la tendance actuelle au lent mouvement de baisse que marquent en général les prix agricoles et au lent mouvement de hausse que poursuivent les prix des objets manufacturés. On a fait observer que si l'on ne parvenait pas à améliorer les prix relatifs des ex-

portations de produits agricoles et autres produits primaires on risque de voir annuler les heureux effets de l'aide économique internationale. Même si le volume du commerce mondial marque, comme on le pense généralement, une certaine augmentation au cours de l'année qui vient, les exportateurs de produits primaires ne peuvent escompter voir s'atténuer dans un avenir proche leurs difficultés actuelles de paiement. Cette baisse de recettes réelles d'exportation pèse lourdement sur les programmes de développement économique et social poursuivis par les pays moins avancés.

PROGRAMME DE TRAVAIL

Le Conseil devait également examiner l'état d'avancement du programme de travail que la Conférence avait, lors de sa dernière session, assigné à l'Organisation. Parmi les activités qui ont particulièrement retenu son attention, signalons:

— La désignation d'Accra (Ghana) comme siège du Bureau Régional de la FAO pour l'Afrique.

— L'approbation de l'accord avec l'Agence Internationale de l'Energie Atomique, définissant les responsabilités respectives des deux organismes et jetant les bases pour une étroite collaboration, afin, d'une part, d'employer de la manière la plus efficace le personnel scientifique et les ressources dont ils disposent, et d'autre part d'éviter la création et le fonctionnement de services qui pourraient se concurrencer ou faire double emploi.

— Le programme d'assistance technique a du être réduit en cours d'année par suite de la diminution de l'attribution faite à la FAO, comme aux autres agences spécialisées, lorsque les disponibilités du Fonds des Nations Unies se sont avérées inférieures aux prévisions. Le programme de 1959 sera à peu près équivalent à celui de 1958. Plus de 8,2 millions de dollars actuellement prévus pour le programme de base.



(Dessin de Dragutesco)

L'IRRADIATION POUR TRAITER LES ALIMENTS

APPEL AUX EXPERTS EUROPEENS

Où en est la technique de l'irradiation dans le traitement des aliments? Que peut attendre l'Europe de cette méthode nouvelle? Quels sont les obstacles qui restent à surmonter avant son application pratique sur le plan commercial? Quelles recherches doit-on encore entreprendre et lesquelles pourraient être entreprises sur la base d'une coopération internationale?

C'est pour faire le point de cette série de questions que la FAO (l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture) a convoqué à l'Institut de Recherches sur l'Energie Atomique de Harwell (Berkshire, Angleterre) une réunion des spécialistes européens qui s'est ouverte le lundi 17 novembre et s'est prolongée une semaine sur le thème «Conférence Européenne sur l'Emploi des Rayonnements ionisants pour la Conservation des Denrées Alimentaires». Quelques 150 délégués, représentants officiels d'une vingtaine de pays, devaient y participer ainsi que les représentants d'une douzaine d'organisations internationales dont l'Euratom, l'OECE, l'OMS et l'Agence Internationale de l'Energie Atomique. La FAO avait également demandé la présence de trois spécialistes américains qui ont conduit des expériences très poussées dans ce domaine.

La convocation de cette réunion faisait suite à une recommandation formulée par le Groupe de Contact Européen de la FAO sur l'utilisation des radiations et des isotopes radioactifs.

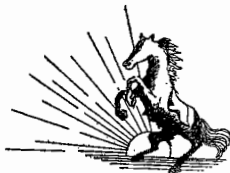
Une étude publiée par la FAO le mois dernier sur «les contributions possibles de l'énergie atomique au progrès en agriculture et dans les industries qui s'y rattachent» avait souligné les possibilités offertes par les sous-produits de l'énergie nucléaire, notamment par l'emploi des rayonnements qui devrait permettre d'augmenter substantiellement les disponibilités ali-

mentaires en réduisant les pertes subies à tous les stades entre la production et la consommation des denrées. L'expérience a déjà montré l'efficacité du procédé, pour la conservation des aliments dans de nombreux cas déterminés. Toutefois bien des recherches et expérimentations sont encore nécessaires avant que ces promesses deviennent réalité courante.

Les recherches dans ce domaine sont difficiles et onéreuses, et c'est une des raisons pour lesquelles la collaboration inter-

nationale s'impose si on veut les faire aboutir et à relativement brève échéance.

L'étude de la FAO soulignait également que l'Europe, de par sa constitution géographique, économique et technique, était l'une des régions les plus susceptibles de tirer bénéfice du procédé de l'irradiation dans le traitement des denrées, et où en même temps les possibilités d'instaurer un programme coopératif de recherches s'avèreraient à la fois les plus souhaitables et les mieux réalisables. L'un des premiers objectifs de la prochaine réunion sera de dégager les points les plus importants et les plus urgents sur lesquels des travaux de recherche devraient porter si l'Europe veut se trouver en mesure de profiter pratiquement et pleinement de cet important progrès technique.



UN PRIX DE 100.000 FLORINS AUX ARTISANS DE L'EUROPE UNIE

La «Fondation Européenne de la Culture» dont le siège est à Amsterdam, qui est présidée par le Prince Bernard de Hollande, vient d'instituer un prix de 100.000 florins hollandais destiné à des particuliers ou organismes dont l'activité dans les domaines de la culture, des sciences et des réalisations sociales contribue efficacement à l'unification spirituelle et politique de l'Europe.

L'annonce du prix sera faite au cours du second Congrès de la Fondation qui aura lieu à Milan du 11 au 14 décembre prochain. Le professeur W. Hallstein, président de la Commission de la Communauté Economique Européenne et M. Louis Armand, président de la Commission de l'Euratom, participeront à ce Congrès où seront discutés d'importantes propositions concernant le rôle de la culture, facteur de premier plan pour la réalisation de l'unité européenne.

VERS L'EUROPE UNIE

Prix Européen Cortina - Ulisse

La revue de culture internationale *Ulisse*, dans la conviction que la culture doit être un instrument commun de civilisation et de vie, et non le patrimoine de quelques privilégiés, a institué en 1949 le Prix Européen Cortina-Ulisse pour un ouvrage de divulgation scientifique.

Le IXe Prix Européen Cortina-Ulisse sera décerné à un ouvrage illustrant les perspectives économiques de l'unification européenne.

Le Jury ne prendra en considération que les ouvrages originaux publiés pour la première fois pendant les cinq dernières années en Europe, dans n'importe quelle langue européenne, présentés par l'auteur ou par l'éditeur, qui parviendront à la Direction de la Revue *Ulisse* avant le 30 mars 1959.

Le prix d'un million de Lires, indivisible, sera remis au lauréat à Cortina d'Ampezzo en 1959. (AE)

Coopération en Commun!

Les Mouvements coopératifs de France, d'Allemagne, d'Italie et des pays du Benelux ont compris l'importance des problèmes qui leur sont posés par la réalisation du marché commun et ont créé, pour les étudier en commun et dégager une ligne de conduite cohérente, la « Communauté des organisations nationales des coopératives de consommation du marché commun », dont le secrétariat permanent est établi à Bruxelles. Cet organisme fera l'inventaire des principales questions commerciales soulevées, à partir duquel son comité politique définira une orientation nouvelle pour les échanges et la production. (AE)

Tourisme Aérien en Europe

L'Association Européenne de Tourisme Aérien (AETA) grou-

pant les sociétés de tourisme aérien Airtour de Belgique, France, Hollande et Suisse, ainsi que *Touropa* de Munich, a été fondée récemment à Paris. Son siège est établi à Bruxelles. L'A.E.T.E. a pour objet principal la promotion et la vulgarisation du tourisme par avion spécial. Elle envisage, en collaboration avec les principales compagnies de transport aérien d'Europe occidentale, la mise sur pied d'un programme européen suivant une formule entièrement nouvelle dans ce secteur du tourisme, appelé à prendre rapidement une grande extension. (AE)

Un centre européen de formation professionnelle

Un centre de formation professionnelle pour travailleurs migrants a été ouvert à Messine avec la collaboration technique et financière du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME), à Genève. Ce centre, qui est le premier de ce genre en Italie, prépare des migrants à des emplois spécialisés à l'étranger. Il est équipé pour recevoir 100 stagiaires par an. (AE)

La Conférence Européenne des Pouvoirs locaux

Sous le titre « Quand les maires bâtissent l'Europe », Jean Bareth publie dans « XXe Siècle » (14 nov. 58), l'intéressant compte-rendu que nous reproduisons ci-dessous:

« Le 24 octobre dernier s'est réunie à Strasbourg la seconde session de la Conférence Européenne des Pouvoirs Locaux, organisme reconnu officiellement par le Conseil de l'Europe, dans les locaux de celui-ci.

Cette année, tous les représentants de chacune des organisations de pouvoirs locaux des 15 nations membres du Conseil de l'Europe étaient à leurs bancs auprès des observateurs de la Suisse, de la Yougoslavie et de la Finlande. Cette Assemblée émanait directement de dizaines et de dizaines de milliers d'assemblées communales et régionales; ainsi les travaux qui se déroulaient à Strasbourg étaient appelés à retentir au sein de chaque village, de chaque ville, de chaque région de l'Europe.

Si certains hauts diplomates et hauts fonctionnaires veulent bien cesser leur opposition, bien inutile — puisqu'elle a toujours été surmontée — un dialogue pourra s'établir constamment entre le plus humble village et les plus hautes instances européennes. Jusqu'à présent on n'a rien inventé qui puisse aussi aisément rattacher les peuples de l'Europe à leurs institutions.

DE LA COMMUNE A L'EUROPE

Si la Conférence Européenne des Pouvoirs Locaux est originale dans son principe, elle a été non moins originale dans le développement de ses travaux. Dès l'ouverture de cette session le président, le bureau, les membres des commissions et les présidents étaient désignés sans qu'aucun conflit de personnes soit survenu, sans qu'aucune divergence politique ait dressé l'une contre l'autre telle ou telle fraction. La conférence fut ainsi une assemblée où l'on pouvait définir les pro-

blèmes réels, échanger des informations et établir les lignes générales d'une politique européenne appuyée sur les collectivités où les peuples vivent leur existence quotidienne. Nombre d'observateurs habitués à d'autres joutes et surpris par ce climat ont compris que l'Europe nouvelle s'était ouvert les voies les plus fécondes.

Au moment où M. Chaban-Delmas, président de la Conférence, remettait le Prix de l'Europe aux villes de La Haye et de Vienne, M. Dehousse, président de l'Assemblée de Strasbourg, pouvait déclarer: «Aucune puissance, aucun prétexte budgétaires, ne peuvent plus être évoqués contre la Conférence, bien que certains diplomates et certains bureaucrates ne toléreront jamais que l'on empiète sur ce qu'ils considèrent comme leur domaine.»

Les travaux de la Conférence portèrent d'abord sur son propre statut. Elle a décidé de se donner une Charte pour mieux définir son rôle au sein des institutions européennes; et notamment il fut décidé de constituer un Comité à Six désigné par l'ensemble des représentants et chargé spécialement des relations avec le Marché Commun, la C.E.C.A. et l'Euratom.

La Conférence a d'ailleurs défini les éléments essentiels d'une politique destinée à faciliter la mise en place du Marché commun. Elle a fixé les lignes d'une politique de l'aménagement du territoire européen susceptible d'éviter de trop grands déséquilibres entre les régions, sous-développées et celles qui risquent une surindustrialisation. Elle s'est attachée à un problème majeur pour tous les peuples d'Europe, celui du logement. La confrontation des méthodes employées dans chaque pays a permis de discerner les bonnes et les mauvaises méthodes et de constater pourquoi certains pays bâtissent et pourquoi d'autres sont en retard.

Enfin les maires européens ont affirmé que la solidarité européenne serait d'autant plus effective et d'autant plus sensible aux peuples qu'elle s'exercerait dans le cadre communal. Ils ont en conséquence demandé qu'une politique financière communale puisse être conduite au sein de chaque pays par des organismes indépendants de l'Etat et que d'autre part la création d'un Institut européen de crédit communal permette de favoriser l'équipement des communes, notamment de celles qui seront particulièrement touchées dans la mise en place du Marché commun, en utilisant l'ensemble des capitaux disponibles sur le plan international.

UN «SENAT» EUROPEEN

Le succès de la Conférence Européenne des Pouvoirs Locaux oblige les esprits réfléchis à se poser le problème des institutions européennes. Il reste beaucoup à faire dans ce domaine.

Le Mouvement Européen vient de publier les études d'une commission qu'il avait chargée de mettre au point le projet d'une Assemblée du Marché commun. Cette commission a adopté le projet d'une Assemblée unique qui serait formée de membres élus au suffrage universel et de membres désignés par les parlements.

La Conférence de Strasbourg vient de montrer que c'est possible. Certains pensent même qu'avant de faire élire au suffrage universel une Assemblée qui représenterait une opinion — malheureusement encore peu informée des problèmes européens — il serait souhaitable que l'Assemblée des Six émanât des conseils communaux et régionaux directement élus par le peuple dont ils administrent les intérêts les plus immédiats.

«Nous livrons ceci à la réflexion de tous ceux qui veulent bâtir solidement l'Europe et par conséquent entendent lui donner les bases les plus solides». JEAN BARETH

Le Rd. Père Pire Prix Nobel de la Paix

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe a envoyé le télégramme suivant au Révérend Père Georges Pire, Prix Nobel de la Paix pour 1958 par décision unanime du Comité Nobel du Parlement norvégien:

J'apprends avec très grande joie l'attribution du Prix Nobel si hautement mérité par votre oeuvre de paix et de fraternité et je tiens à vous féliciter de tout coeur. Ad majora! (Signé Lodovico Benvenuti).

* * *

Le Conseil de l'Europe a suivi dès le début les activités du Père Pire en faveur des réfugiés avec une très grande sympathie et lui a accordé un soutien actif chaque fois que cela lui était possible. Le drapeau européen a douze étoiles d'or sur champ d'azur, flotte sur les cinq «villages européens» fondés par le Père Pire, et le Secrétaire Général a assisté ou a été représenté à la pose de la première pierre de chacun d'eux. Ainsi, la première pierre du premier village a été posée par l'ancien Secrétaire Général M. Léon Marchal, celle du quatrième village a été posée par M. Benvenuti à Berchem-Ste. Agate (Belgique).

* * *

En 1956, à la fin de la souscription ouverte en Europe en faveur du «Vitrail européen» à la cathédrale de Strasbourg et à la mémoire du premier Secrétaire Général, le reliquat du fond a été remis à l'Organisation du Père Pire, l'«Aide aux Personnes Déplacées».

Enfin, c'est le Président de l'Assemblée Consultative M. Fernand Dehousse, qui, le premier, a posé auprès du Parlement norvégien la candidature du Père Pire pour le Prix Nobel de la Paix.

« Communisation »

veut dire

« Russification »

Sous le titre « CAPTIVE RUMANIA a decade of soviet rule », Alexander Cretzianu a édité — Praeger, New York — un ouvrage auquel ont collaboré: Romulus Boila, Aristide Burillianu, Mircea Carp, Emil Ciurea, G. Ionescu, Mircea Ionitziu, Radu Plessia, Basil Ratziu, Virgil Veniamin, Constantin Visoianu.

Ce livre, dit l'éditeur, est une étude documentée de ce qui est arrivé en Roumanie depuis son absorption dans l'orbite soviétique en tant que « démocratie populaire » satellite en 1945. C'est une étude de la « communisation et russification », un compte-rendu de ce que l'emprise russe en Europe a signifié pour un pays qui, pendant des siècles, a eu des frontières communes avec la terre des tzars, mais dont la culture est traditionnellement à l'Ouest.

Dans une série d'études due aux Roumains dont les noms sont cités, tous les aspects de la vie roumaine sont examinés, de la constitution à la radio, de l'économie aux oeuvres des poètes, de la police fiscale à l'équipement de l'armée, de la tâche du plus humble travailleur à celle du plus élégant intellectuel..

Ce livre est sans aucun doute le plus complet qui ait jamais été publié sur un satellite soviétique. Mais c'est plus qu'une étude documentée sur dix ans de l'histoire roumaine: c'est aussi une étude convaincante de la technique que les Soviétiques et leurs collaborateurs, les domestiques communistes, emploient pour révolutionner un pays, l'arracher à ses orientations précédentes d'évolution vers les démocraties occidentales, pour le diriger vers le communisme soviétique. Il montre ce que veut dire réellement les mot « communisme » en fait d'hommes et en fait d'institutions; et il montre aussi que « communisation » veut dire « russification ».

UN LIVRE SUR...

LE MARCHÉ COMMUN

« ...L'Europe ne se fera pas d'un coup dans une construction d'ensemble, elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait... ».

...Telles sont les fortes paroles de M. Robert Schuman que M. Lucien de Sainte Lorette a placées en exergue de l'opuscule qu'il vient de publier chez Armand Colin, Paris, sous le titre *Le Marché Commun*. Ce petit « livre de poche » de 219 pages, auquel est annexée une bibliographie « sommaire » (et pour cause...) mais qui n'en comprend pas moins la liste de plus de vingt ouvrages fort utiles, est un exposé particulièrement clair et aussi complet que possible de tous les problèmes structurels qui se posaient et de la façon dont ils ont été résolus: mais le lecteur curieux de se faire une opinion sur les antécédents et les conséquences de cette importante institution européenne, y trouvera toutes les informations qu'il peut désirer.

Voici le plan de l'ouvrage tel qu'il est exposé dans l'introduction: « Une première partie est consacrée au rappel rapide de quelques précédents de caractère contemporain, et à la chronologie des négociations qui ont abouti au traité de 1957.

La seconde partie constitue une analyse du traité proprement dit, de ses annexes, et des premières décisions d'application.

La troisième partie montre comment on envisage la réalisation progressive et les chances d'avenir du Marché Commun, dans les diverses professions et dans les différentes couches de l'opinion des pays membres et de certains pays.

Les explications techniques sont réduites au minimum de façon à permettre aux non spécialistes de comprendre une oeuvre qui, si elle est couronnée de succès, transformera durablement les assises de notre continent »

bulletin européen

Fondateur CONSTANTIN DRAGAN, Directeur responsable: GIORGIO DEL VECCHIO

Direction Rédaction Largo Chigi, 19 - ROME

Tel. 61.260

ABONNEMENTS

Italie	lire 2000	Etranger	Dollars 3, —
ABONNEMENTS D'HONNEUR - 5000		ABONNEMENT D'HONNEUR .. 10. —	

c/c postale Roma N. 1|16299

Edité par l'Agence de Presse Radio Europe

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15|2|1951

STUDIO TIPOGRAFICO B. S. - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME

R O M E

Fondé en 1950 par CONSTANTIN DRAGAN

ont collaboré...

Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEY-GUIER, G. W. de BALZAC, Edward BEDDINGTON BEHRENS, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Endrik BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. von ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Ralmond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKI, Jacques de JONG, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Eduoard LUDWIG, Harold MACMILLAN, J. N. MANZATTI, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, Francis DE MIOMANDRE, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Gonzague de REYNOLDES, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE-LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.